

# DAILY BULLETIN

25 JUILLET 2006

## M. BUSH RÉAFFIRME SES OBJECTIFS DE PAIX AU SOUDAN ET D'AIDE AU DARFOUR

Son entretien avec le premier vice-président du gouvernement d'unité nationale du Soudan ..... 1

## LES É.-U. ET LA RUSSIE UNIS CONTRE LA PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES

Le risque que ces armes ne tombent aux mains de terroristes constitue la plus grave menace de notre époque..... 2

## CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LES DONNÉES SCIENTIFIQUES SONT SOLIDES

Des scientifiques font une déposition devant le Congrès des États-Unis..... 3

## LE NEPAD PERMET AUX AFRICAINS DE PRÉPARER LEUR DÉVELOPPEMENT

Les États-Unis appuient ce partenariat, affirme la sous-secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines..... 4

## CLÔTURE DU SOMMET SULLIVAN À ABUJA

Selon un responsable des É.-U., les délégués au Sommet doivent se faire les champions de l'Afrique..... 6

## LOTÉRIE DE VISAS D'IMMIGRANTS : 82.000 CANDIDATS SÉLECTIONNÉS

Ils pourraient gagner l'un des 50.000 visas d'immigration aux États-Unis. .... 7

## M. BUSH RÉAFFIRME SES OBJECTIFS DE PAIX AU SOUDAN ET D'AIDE AU DARFOUR

Son entretien avec le premier vice-président du gouvernement d'unité nationale du Soudan

Par Rachel J. King  
Rédactrice du « Washington File »

Washington - Le président Bush a reçu à la Maison-Blanche, le 20 juillet, l'un des principaux dirigeants du nouveau gouvernement soudanais d'unité nationale, M. Salva Kiir, dans le cadre d'un entretien sur ce que les États-Unis pouvaient faire afin d'aider le Soudan à poursuivre les progrès politiques accomplis et à étendre la paix à l'ensemble de ce pays ravagé par un long conflit.

### A noter:

"Le Bulletin" ne sera pas disponible pendant le mois d'août mais reparaitra à partir du 5 septembre.

« Les États-Unis sont résolus à aider le peuple soudanais à assurer la pleine application de l'accord de paix que nous vous avons aidé à négocier », a affirmé M. Bush lors d'un point de presse auquel participait M. Kiir, qui cumule les fonctions de premier vice-président du gouvernement d'unité nationale du Soudan et de président du Sud-Soudan.

M. Bush a également souligné la volonté des États-Unis d'apporter une aide aux populations du Darfour, province située dans l'ouest du Soudan. Son entretien

avec M. Kiir a porté sur la stratégie à mettre en œuvre à cette fin.

« Nous devrions y inviter les Nations unies, a-t-il déclaré. Nous avons parlé de la meilleure manière de nous y prendre, afin de sauver des vies. À l'évidence, il reste encore beaucoup de travail à faire. »

M. Kiir a déclaré que les États-Unis avaient aidé à négocier l'accord de paix au Soudan et que, bien que ce processus ait « éprouvé » le peuple soudanais, « ce rêve s'est réalisé, et nous sommes à présent unis pour l'application » de l'accord.

Il a évoqué également « les nombreuses autres crises au Soudan » qui réclamaient l'attention de la communauté internationale : « Nous allons nous assurer de régler le problème de façon à ne plus entendre parler de viols et de meurtres au Darfour. Dans toutes les autres parties du pays, telles que le Soudan oriental, nous négocions également pour que la paix s'étende à tout le pays. »

#### L'Accord de paix global

Plus tard ce même jour, lors d'un entretien avec M. Kiir, la secrétaire d'État américaine, Mme Condoleezza Rice, a réaffirmé l'engagement des États-Unis en faveur d'un « Soudan démocratique, libre et prospère ».

« Nous sommes heureux d'avoir joué un rôle dans la conclusion de l'Accord de paix global, mettant fin pour le peuple soudanais à une très longue guerre civile entre le Nord et le Sud, et nous sommes maintenant résolus à faire cesser la violence au Darfour afin que le Soudan soit uni et en paix », a déclaré Mme Rice.

M. Kiir a déclaré apprécier vivement l'occasion qui lui avait été donnée de s'entretenir avec le président Bush et d'aborder notamment « l'application de l'Accord de paix global apportant la paix au Darfour, à l'est du Soudan, et la transformation de notre pays en un État démocratique et pluripartite, ce qui est bien sûr notre objectif de très longue date, auquel nous sommes entièrement acquis. »

#### L'aide des États-Unis au Darfour

Par ailleurs, à la conférence des donateurs pour le Soudan tenue le 18 juillet à Bruxelles, la secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines, Mme Jendayi Frazer, a annoncé un engagement de 116 millions de dollars en faveur de la Mission de l'Union africaine au Soudan (AMIS), soulignant de nouveau que la règlement de la

situation au Darfour demeurait l'une des priorités absolues du gouvernement Bush.

Cette contribution de 116 millions de dollars qui doit être versée à l'AMIS d'ici à la fin de septembre 2006 est l'annonce la plus importante de la conférence. Elle vient s'ajouter au montant global des contributions faites par les États-Unis à l'AMIS depuis 2004, soit 247 millions de dollars.

---

#### LES É.-U. ET LA RUSSIE UNIS CONTRE LA PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES

---

Le risque que ces armes ne tombent aux mains de terroristes constitue la plus grave menace de notre époque.

Par David McKeeby  
Rédacteur du « Washington File »

Washington - Les États-Unis et la Russie sont en train de s'unir pour diriger une coalition mondiale qui visera à détecter et désamorcer la plus grave menace qui pèse aujourd'hui sur la sécurité du monde : des armes nucléaires tombées aux mains de terroristes.

C'est ce qu'a affirmé, le 18 juillet, M. Robert Joseph, sous-secrétaire d'État à la maîtrise des armements et à la sécurité internationale, lors d'un discours prononcé à la National Defense University. Durant ce discours, il a donné les grandes lignes de la Global Initiative to Combat Nuclear Terrorism (Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire) - un nouveau projet dévoilé par le président Bush et son homologue russe Vladimir Poutine lors d'une réunion bilatérale tenue à Saint-Petersbourg (Russie) avant le Sommet du G8.

Depuis le 11 septembre 2001, a dit M. Joseph, des organisations terroristes, telles qu'Al-Qaïda, ont déclaré leur intention d'acquérir des armes nucléaires ; des États qui soutiennent le terrorisme, notamment l'Iran et la Corée du Nord, ont poursuivi des programmes secrets d'armement nucléaire en violation des régimes internationaux de non-prolifération ; et des entités ou individus ne relevant pas des États, par exemple A.Q. Kahn, ont vendu des techniques liées aux armes de destruction massive (ADM) sur le marché noir international.

Selon M. Joseph, ces facteurs et les percées technologiques résultant de la mondialisation font « du terrorisme nucléaire le plus grand défi à la sécurité internationale de notre temps », et il est d'avis qu'il y a urgence.

« Une seule erreur équivaut à la perte de l'une de nos villes. Nous n'aurons pas de deuxième chance ; nous devons prendre des mesures dès maintenant pour éviter un avenir lugubre. »

Ces dernières années, a-t-il dit, les efforts diplomatiques ont attaqué cette menace sur divers fronts, notamment :

- Adoption d'accords par consensus au sein des Nations unies tels que la Convention sur le terrorisme nucléaire et les résolutions 1540 et 1373 du Conseil de sécurité, qui exigent des pays membres des mesures concrètes empêchant les terroristes d'acquérir des ADM.

- Programmes visant à établir une coopération entre armées et forces de l'ordre en matière de sécurité pour multiplier les interceptions de chargements illégaux de matières dangereuses.

- Initiatives dans le domaine du renseignement afin de surveiller les transactions financières et les transmissions des terroristes par le biais de l'internet.

- Installation d'équipements de détection sur l'ensemble des réseaux mondiaux d'expédition.

M. Joseph a souligné que l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire était une première du genre, parce qu'elle visait à relever tous les éléments du défi.

En tenant compte des programmes déjà en place et en s'appuyant sur leur succès, l'initiative vise à établir « un réseau croissant de nations partenaires résolues à prendre des mesures efficaces afin de créer plusieurs lignes de défense en profondeur qui pourront s'adapter continuellement à la nature changeante de la menace ».

L'Agence internationale de l'énergie atomique agissant comme observateur, l'Initiative demande aux participants de prendre les mesures suivantes :

- améliorer les comptes, les contrôles et la protection des matières et des établissements nucléaires ;

- détecter et supprimer les activités illicites impliquant des matières pouvant servir à fabriquer des armes ;

- préparer une réaction aux conséquences d'éventuels actes de terrorisme nucléaire ;

- promouvoir la coopération au niveau de la mise au point de nouvelles techniques de lutte contre le terrorisme nucléaire ;

- s'assurer que les forces de l'ordre prennent toutes les mesures possibles pour empêcher les terroristes désireux d'acquérir ou d'utiliser des matières nucléaires de trouver des asiles sûrs ;

- renforcer les structures judiciaires des participants afin de permettre des poursuites judiciaires rapides contre les terroristes et ceux qui facilitent le terrorisme nucléaire.

Les États-Unis et la Russie ont invité plusieurs partenaires potentiels et l'Agence internationale de l'énergie atomique à participer à une première réunion cette année pour peaufiner cette initiative et signer une déclaration de principes.

« L'Initiative mondiale ne se contente pas de renforcer nos efforts nationaux ; elle souligne à l'intention de tous les participants l'importance de la conception de mécanismes globaux pour contrer la menace du terrorisme nucléaire », a dit M. Joseph.

#### CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LES DONNÉES SCIENTIFIQUES SONT SOLIDES

Des scientifiques font une déposition devant le Congrès des États-Unis.

Par Charlene Porter  
Rédactrice du « Washington File »

Le 20 juillet, des scientifiques du secteur public ont fait une déposition devant une commission parlementaire afin d'essayer de dissiper les derniers doutes sur la réalité des changements climatiques et sur le rôle de l'homme dans ce phénomène.

Le président de la commission, M. Tom Davis (représentant républicain de la Virginie), a demandé que l'on oublie pour l'occasion les luttes partisans. Il a en

effet affirmé qu'il n'y avait pas encore eu de discussion rationnelle de ce sujet.

Les membres de la commission ont souhaité commencer par des questions élémentaires : les changements climatiques sont-ils réels et quelle est vraiment l'influence des activités humaines sur ce phénomène ?

Le directeur du Centre national des données climatiques, qui relève de l'Administration nationale des études océaniques et atmosphériques, a déclaré que certains gaz à effet de serre augmentaient dans l'atmosphère du fait de l'activité humaine.

De son côté, le président du Conseil de la Maison-Blanche sur la qualité de l'environnement, M. Thomas Karl, a présenté en détail les programmes auxquels que le gouvernement Bush consacraient quelque 29 milliards de dollars depuis 2001 dans ce domaine.

« On s'accorde généralement à dire qu'il y a un réchauffement de la planète et que les êtres humains contribuent au problème, a-t-il déclaré. Par contre, tout le monde n'est pas d'accord sur l'ampleur du problème que constituent les activités humaines. »

Les moyens de limiter les effets des activités humaines sur le climat suscitent de vives controverses chez les dirigeants politiques des États-Unis et d'autres pays. La rapidité avec laquelle la planète pourrait subir des changements dramatiques qui risquent de mettre en danger les zones situées au niveau de la mer et de perturber l'agriculture est un autre sujet de débat.

Les scientifiques ont recours à des modèles pour projeter divers résultats selon les fluctuations de nombreuses variables dans le système climatique. Ces modèles sont des logiciels informatiques qui utilisent des équations mathématiques pour simuler les interactions dans l'atmosphère entre les océans, les surfaces terrestres et les glaces polaires. « Ces modèles sont devenus les principaux moyens de prévoir le climat », a dit M. Karl.

Les chercheurs doivent toutefois faire certaines approximations au sujet des conditions climatiques lorsqu'ils conçoivent leurs modèles. Leurs détracteurs soutiennent donc que ces modèles sont imprécis et qu'ils ne fournissent pas une base suffisamment solide pour opérer de profonds changements dans la façon dont on utilise les combustibles fossiles, qui créent les gaz à effet de serre soupçonnés de contribuer au réchauffement de notre planète.

Répondant à une question relative à ces critiques, M. Karl a déclaré que ces modèles étaient suffisamment fiables pour constituer des guides utiles pour l'avenir.

Depuis l'entrée en fonction du président Bush, les États-Unis ont beaucoup investi dans des programmes visant à remédier aux changements climatiques, notamment en faisant des recherches sur de nouvelles sources d'énergie qui n'émettent pas de gaz à effet de serre, a indiqué M. Connaughton. Le gouvernement des États-Unis finance à l'heure actuelle 60 programmes de recherche et d'innovation dans le domaine de l'énergie.

Sur le plan international, les États-Unis sont l'un des chefs de file de la lutte contre les changements climatiques et de la promotion d'économies d'énergie grâce à des partenariats tels que l'« Asia-Pacific Partnership on Clean Development » et le « Climate and Methane to Markets ».

M. Connaughton a affirmé que les États-Unis étaient à l'unisson des autres grands pays industriels en ce qui concerne le ralentissement de la croissance des émissions de gaz à effet de serre. « Nous avançons tous, au même rythme, dans la même direction », a-t-il dit.

---

#### LE NEPAD PERMET AUX AFRICAINS DE PRÉPARER LEUR DÉVELOPPEMENT

---

Les États-Unis appuient ce partenariat, affirme la sous-secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines.

Par Charles Corey  
Rédacteur du « Washington File »

Abuja (Nigeria) - De l'avis de la sous-secrétaire d'État adjointe aux affaires africaines, Mme Linda Thomas-Greenfield, l'élément le plus important du « Nouveau Partenariat pour le développement en Afrique » (NEPAD) est qu'il permet aux Africains d'élaborer leur propre stratégie en matière de développement.

Prenant la parole le 18 juillet, à l'occasion du Septième Sommet Sullivan qui se tient à l'heure actuelle à Abuja, Mme Thomas-Greenfield a précisé que la politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique reposait sur deux

pilliers : l'appui à une bonne gouvernance par le biais d'élections démocratiques et équitables, et la promotion de la croissance économique et du commerce.

« Pour nous, le NEPAD appuie cette stratégie en Afrique, mais ce qui est plus important encore, c'est qu'il donne aux Africains le rôle de « pilote ». Ce sont eux qui mettent au point la stratégie, développent la vision et qui, en collaboration avec le NEPAD, mettent sur pied une approche intégrée qui les aidera à trouver des solutions appropriées à leurs problèmes économiques et de développement », a-t-elle dit.

Le NEPAD est un cadre stratégique de développement, issu d'un mandat donné à cinq pays africains (Algérie, Égypte, Nigeria, Sénégal et Afrique du Sud) par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et adopté officiellement en juillet 2001, lors du 37<sup>e</sup> sommet de l'OUA, qui a pour objectif d'éradiquer la pauvreté, de stimuler le développement durable, de mettre fin à la marginalisation de l'Afrique au sein de l'économie mondiale et d'accélérer l'émancipation des femmes. (L'OUA a été dissoute en juillet 2002 et remplacée par l'Union africaine.)

Le NEPAD aide des pays comme les États-Unis à peaufiner leur stratégie de développement en Afrique, a observé Mme Thomas-Greenfield, ajoutant : « Nous ne considérons pas le NEPAD comme une institution de mise en application ou un bénéficiaire d'aide. Pour nous, c'est un organe qui conduira les pays africains à la prééminence en stimulant leur développement économique. »

Se faisant l'écho des propos émis par Mme Thomas-Greenfield concernant le NEPAD, le ministre algérien de la coopération, M. Abdelkader Messahel, a fait remarquer que le partenariat était la fondation du NEPAD.

Ce partenariat, a-t-il dit, comprend trois niveaux : un niveau national qui cherche à faire participer l'ensemble des citoyens au gouvernement de chaque pays africain ; un niveau interafricain qui cherche à promouvoir la réalisation de projets régionaux et sous-régionaux liés au développement tels que des routes ; et un niveau international qui fait intervenir des partenariats avec les pays industriels tels que les États-Unis.

Les Africains, a fait valoir M. Messahel, veulent préparer leur propre développement et le NEPAD leur permet de le faire. Ils veulent aussi promouvoir l'unité, la stabilité,

la démocratie et la bonne gouvernance, des objectifs que s'est aussi donnés le NEPAD.

Expliquant qu'une quarantaine de pays africains ont épousé une forme ou une autre de gouvernement démocratique et qu'un grand nombre de ces pays connaissent aujourd'hui une croissance économique annuelle de 5 %, M. Messahel a souligné : « L'Afrique a de l'avenir et il a le potentiel de se développer. C'est la raison pour laquelle nous avons le NEPAD, qui représente une approche synergique au développement. »

Prenant à son tour la parole, Mme Nenadi Esther Usman, ministre des finances du Nigeria, a lié le développement en Afrique à sa capacité d'attirer des capitaux-investissements, aussi bien des capitaux financiers qu'humains, à savoir des personnes qui sont bien versées dans les nouvelles technologies et qui seront en mesure de développer des économies bâties sur le secteur privé des pays africains.

« C'est le seul moyen d'importance capitale pour créer des emplois et la richesse et donc de nous aider à lutter contre la pauvreté (...) Le manque de capitaux, de techniques et de compétences humaines a empêché l'Afrique de lutter de façon efficace contre la pauvreté et le sous-développement », a-t-elle déclaré, ajoutant que le défi auquel se heurtait ce continent était d'accroître les investissements privés afin d'encourager le développement, notamment dans les domaines de l'infrastructure, des technologies et des ressources humaines. « La croissance des entreprises privées ne peut être maintenue que si les pays africains encouragent la concurrence et les partenariats entre les secteurs privé et public », a-t-elle fait valoir.

La concurrence, a-t-elle souligné, est un élément-clé de la croissance économique, citant en exemple les bénéfices de l'ouverture à la concurrence du secteur nigérian des télécommunications.

En 2000, le Nigeria n'avait que 500.000 lignes de téléphones. Aujourd'hui, a-t-elle précisé, grâce à la libéralisation du secteur des télécommunications, le pays a 16 millions de numéros de téléphone actifs et les Nigériens jouissent d'excellents services de téléphones portables.

Cependant, lorsque les participants au sommet ont pu poser des questions, un délégué nigérian a fait remarquer que de nombreux Nigériens n'avaient pas les moyens d'acheter des minutes supplémentaires pour leur téléphone.

« Le gouvernement ne peut acheter des cartes pour recharger les téléphones des gens ; il peut simplement créer les conditions qui permettent aux gens de travailler de façon à ce qu'ils puissent gagner l'argent pour recharger leur téléphone », a-elle souligné, ajoutant qu'il appartenait au gouvernement de procéder à un « dégraissage » qui permettrait au secteur privé de s'épanouir.

Le Septième Sommet Sullivan s'est terminé le 20 juillet.

#### CLÔTURE DU SOMMET SULLIVAN À ABUJA

Selon un responsable des É.-U., les délégués au Sommet doivent se faire les champions de l'Afrique.

Par Charles W. Corey  
Rédacteur du « Washington File »

Abuja (Nigeria) - Le 20 juillet, le chargé d'affaires de la mission diplomatique des États-Unis au Nigeria, M. Thomas Furey, a demandé aux participants à la session de clôture du Septième Sommet Sullivan de se faire les champions de l'Afrique.

« Vous êtes les ambassadeurs entre l'Afrique, les États-Unis et les autres pays occidentaux. Votre tâche consiste à œuvrer avec des citoyens de tous pays pour promouvoir le changement. »

Citant un proverbe éthiopien qui dit que si toutes les toiles d'araignées étaient unies, elles pourraient immobiliser un éléphant, M. Furey a ajouté : « Afin que nous réussissions tous dans nos missions, nous avons besoin que vous preniez tous votre fonction d'ambassadeur au sérieux et que vous tissiez des toiles » non pas pour entraver un éléphant, mais pour « libérer le potentiel de l'Afrique et de ses peuples ».

« Au bout du compte, ce sont les peuples qui comptent. Il faut que les gouvernements leur permettent d'améliorer leur vie en investissant dans les domaines de l'éducation et de la santé publique. »

M. Andrew Young, ancien représentant des États-Unis à l'ONU, était le coprésident du Sommet. Remerciant le président Bush et la secrétaire d'État Condoleezza Rice

du soutien du gouvernement des États-Unis aux sommets Sullivan, il a demandé à M. Furey d'inviter le président Bush et Mme Rice au prochain sommet, qui se tiendra en Tanzanie en 2008. « Nous aurons ainsi l'occasion de les remercier de tout ce qu'ils ont fait pour l'Afrique pendant huit ans. »

M. Young a ensuite exprimé l'espoir que le Brésil serait représenté au prochain sommet du fait de son importante population africaine. Il a également annoncé que des membres de la Fondation Leon Sullivan rencontreraient bientôt une délégation chinoise en Afrique du Sud afin de discuter de la signature des Principes Sullivan.

« Nous essayons d'inciter les dirigeants africains, les chefs d'entreprise chinois et leurs homologues américains à discuter des principes Sullivan. Les entreprises américaines ont en effet vraiment du mal lorsqu'elles sont tenues de respecter des normes interdisant des paiements illégaux, alors que d'autres ne respectent pas les mêmes règles du jeu. Nous commençons donc à amener les responsables africains, chinois et américains à discuter de la création de conditions équitables pour tous par le biais des Principes Sullivan. »

M. Young est d'avis que d'ici à six mois, la Chine, les pays des Caraïbes et l'Union africaine se seront engagés à respecter les Principes Sullivan. Si c'est le cas, il se pourrait fort bien qu'une délégation chinoise participe au prochain sommet Sullivan.

Les Principes Sullivan sont une sorte de code de conduite pour les entreprises. Ils prescrivent le respect des droits de la personne, l'égalité des chances, le respect des employés, l'équité des rémunérations et le respect des droits de la propriété intellectuelle.

Le pasteur Leon Sullivan, fondateur des sommets, a conçu les Principes Sullivan de responsabilité sociale en 1977 alors qu'il siégeait au conseil d'administration de la General Motors, qui était alors le principal employeur de Noirs en Afrique du Sud, pays qui était alors sous le régime de l'apartheid.

M. Young a affirmé que le Sommet Sullivan était en train de devenir une importante organisation non gouvernementale vouée au développement de l'Afrique et à la promotion de l'amitié entre les Africains et les Afro-Américains.

LOTÉRIE DE VISAS D'IMMIGRANTS : 82.000  
CANDIDATS SÉLECTIONNÉS

Ils pourraient gagner l'un des 50.000 visas d'immigration aux États-Unis.

Washington - Près de 82.000 personnes de 175 pays ont reçu une lettre du département d'État les informant du fait qu'elles ont été sélectionnées pour faire une demande de visa de résident permanent aux États-Unis.

Seulement 50.000 visas sont octroyés chaque année dans le cadre d'un programme connu sous le nom de Loterie de visas d'immigrant. Plus de 5,5 millions de personnes ont fait une demande lors de la dernière période d'inscription, en 2005.

Une circulaire publiée par le département d'État le 18 juillet indique que ces 82.000 candidats ont été sélectionnés au hasard dans le cadre de la loterie.

Il est fort probable que nombre des candidats initiaux ne donneront pas suite à leur démarche initiale. C'est la raison pour laquelle le département d'État sélectionne plus de 80.000 dossiers afin de s'assurer que tous les visas disponibles dans le cadre de ce programme seront effectivement distribués.

Cette loterie, conçue de façon à renforcer la diversité raciale et ethnique aux États-Unis, offre des visas de résident permanent à des personnes originaires de pays ayant de faibles taux d'immigration aux États-Unis.

Toute personne inscrite qui n'a pas reçu de lettre l'invitant à faire sa demande de visa est désormais exclue du processus de cette année et devra se préparer à s'inscrire, en fin d'année, pour la prochaine loterie.

Les dates d'inscription à la prochaine loterie seront annoncées en août.

En Afrique, les citoyens de 50 pays ont pu s'inscrire à la loterie de visas. C'est au Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, que l'on recense le plus de gagnants (9.800). Viennent ensuite l'Égypte, avec 7.200, et l'Éthiopie, avec près de 6.900.

En Asie, c'est le Bangladesh qui arrive en tête de liste, avec 5.900 candidats sélectionnés. Mille cinq cents Népalais ont aussi eu cette chance, ainsi que 1.300 Iraniens.

Des citoyens qui ont vécu autrefois sous l'influence de l'Union soviétique ont également gagné la chance d'immigrer aux États-Unis. Plus de 7.200 Ukrainiens ont été sélectionnés, ainsi que 2.000 Albanais et 1.700 Bulgares.

~~~~~  
**A NOTER:**

Vous pouvez trouver d'autres textes et transcriptions en français sur le site Internet de la Mission des USA à l'adresse suivante:

**<http://geneva.usmission.gov/>**

Cliquer sur "Washington File" puis sur "Français"